

COMMUNE DE LA BRUYERE

ASSEMBLEE DU CONSEIL COMMUNAL

Extrait du Code de la Démocrate Locale et de la Décentralisation.

Art L1122-17 Le Conseil ne peut prendre la résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

M.....

est invité(e) pour la première fois à assister à la séance qui aura lieu le 17 décembre 2009 à la Maison communale à Rhisnes, à 19H30 précises.

Le Secrétaire Communal,

Le 9 décembre 2009
Le Bourgmestre,

Y.GROIGNET

R.CAPPE

EN SEANCE PUBLIQUE

1. Procès-verbal de la séance du 26 novembre 2009: Approbation
2. Lecture du rapport annuel sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune
3. Budget communal: Exercice 2010: Approbation
4. Zone de police Orneau-Mehaigne: Fixation de la dotation communale: Décision
5. Budget du CPAS et note politique générale: Exercice 2010: Approbation
6. Fructification d'une parcelle de terrain: Section d'Emines: Contrat saisonnier de vente de fourrage: Décision
7. Montée en puissance des Pouvoirs publics dans le capital d'Ideg:
 - a) Mandat à Idefin: Décision
 - b) Notification à Ideg: Décision
 - c) Convention Commune-Idefin: Approbation
8. IDEFIN: Fourniture d'électricité et de gaz: Renouvellement de la participation de la Commune à la centrale de marchés: Décision
9. Patrimoine communal: Agrandissement de la menuiserie : Section de Villers-Lez-Heest: Décision
 - a) Cahier spécial des charges
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
10. Patrimoine communal: Convention d'occupation d'une salle de sports: Section de Rhisnes: Décision
11. Patrimoine communal: Bail emphytéotique pour une salle des fêtes: Section d'Emines: Renouvellement : Décision

12. Patrimoine communal: Travaux de réparation de voiries suite aux dégâts de l'hiver 2008-2009: Cahier des charges: Modifications: Décision

A HUIS-CLOS:

13. Ratification de la désignation d'une institutrice primaire temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
14. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
15. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
16. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
17. Ratification des désignations d'une institutrice maternelle temporaire à temps partiel aux écoles communales de La Bruyère
18. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
19. Ratifications des désignations d'une institutrice maternelle temporaire (temps plein et temps partiel) aux écoles communales de La Bruyère
20. Décret du 30 avril 2009 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation : Prise de connaissance

COMMENTAIRES

1. /
- 2.3. voir annexes
4. Le budget communal 2010 comprend au service ordinaire une dotation à la zone de police Orneau-Mehaigne de 454.588,57€ pour 445.675,07 en 2009.
La circulaire budgétaire du Ministre Paul Furlan relative à l'élaboration de ce document prévoit expressément une délibération spécifique à ce transfert.
5. voir annexe (1 exemplaire remis à chaque chef de groupe)
6. Le 28 août 2008, le Conseil Communal décidait de créer une prairie permanente à base de Ray-Grass anglais à Emines sur la parcelle cadastrée section B n°377.
Le 29 janvier 2009, il optait pour la conclusion d'un contrat saisonnier de vente du fourrage en provenance de ce bien.
Aujourd'hui, il est suggéré de renouveler cette opération pour l'année 2010.
7. Le 28 mai 2009, le Conseil marquait son accord sur les modalités de la montée en puissance des Pouvoirs publics dans le capital d'Ideg et approuvait les termes de la convention proposée dans ce cadre par Idefin.
Cependant, les documents transmis par l'Intercommunale et destinés à être revêtus du contreseing communal, étaient signés, pour Idefin, par Messieurs J-L.Close et R.Cappe en leur qualité respective de Président et Vice-Président du Conseil d'Administration.
Aussi, dans le souci d'éviter tout risque de présomption de conflits d'intérêts, il apparaît préférable de reprendre la décision dont question sans la présence du Bourgmestre en séance.
8. Le 27 février, le Conseil s'est prononcé en faveur d'une centralisation, au sein de l'intercommunale IDEFIN, de ses achats d'électricité et de gaz.
Le premier marché de ce groupement est arrivé à terme le 31 décembre 2008 tandis que le second, approuvé par le Conseil en date du 27 mai 2008, prendra fin le 31 décembre 2010.
Il paraît opportun de relancer dès à présent un troisième marché afin de profiter des conditions de prix plus intéressantes et de bénéficier d'un éventail plus large de stratégies d'achat possibles.
Il appartient au Conseil de se prononcer sur cette proposition.
9. Il est envisagé d'accroître la superficie de travail de la menuiserie communale dans l'optique de l'acquisition prochaine d'une nouvelle scie panneauteuse, et de la zone de sécurité requise pour son utilisation.
Le devis estimatif atteint ± 10.000€ TVAC
Mode de marché : procédure négociée.
10. L'ASBL « Tennis de table de Rhisnes » doit procéder au remplacement du chauffage des locaux dans lesquels ses membres pratiquent leur sport, et qui appartiennent à la Commune.
Cet investissement est susceptible de bénéficier de subsides régionaux si notamment ledit club peut se prévaloir d'une occupation future ininterrompue de minimum 20 ans de ces infrastructures.
Pour cette raison, il est proposé de doter cette association sportive d'une convention d'occupation de longue durée (25ans) afin de rencontrer cette condition.
11. L'ASBL Centre Culturel d'Emines gère les occupations du bâtiment du même nom depuis 1976 de sorte qu'il s'avère nécessaire de procéder au renouvellement du bail emphytéotique concédé par la Commune sur ce bien et arrivé à terme.

12. Le 27 août 2009, le Conseil a décidé d'effectuer, moyennant subsides, des travaux de réparation des dégâts occasionnés aux voiries communales par les affres de l'hiver 2008-2009. Le cahier des charges établi dans ce cadre, a donné lieu à quelques remarques de fond du Pouvoir subsidiant. Il est suggéré au Conseil d'approuver le nouveau document dûment corrigé